



Hémisphère Gauche

*Le Journal des Citoyens de Gauche
du Canton de Muzillac*



Meilleurs Voeux 2007

Le Mot du Bureau.

6 mois déjà ! L'association « Citoyens de Gauche » vogue maintenant en vives eaux. Trop discrète diront certains au regard de leurs attentes en matière de débat mais de nombreuses choses ont été mises en place. L'élaboration concertée des statuts et d'un mode de fonctionnement en rapport avec les aspirations de chacun nous a permis de faire de notre association un outil au service de nos attentes.

Depuis quelques mois maintenant un observatoire de la vie locale tente de suivre l'évolution des débats au sein de nos communes et de ce cette grande inconnue qu'est la Communauté de Commune.

L'élaboration du Journal Hémisphère Gauche a pour ambition de faire partager nos réflexions au-delà de nos adhérents et aussi d'ouvrir le débat avec nos lecteurs. Dans ce cadre, vos opinions, vos initiatives nous sont un appui important. N'hésitez pas à nous les faire partager

L'organisation d'un débat public est aussi à l'ordre du jour sur le thème de l'organisation des services publics dans nos communes à moins, qu'actualité oblige, la problématique des ordures ménagères ne s'impose à nous...

Pour le Bureau EK.

LA POUBELLE EST PLEINE ... !

Depuis maintenant un mois, une tornade de déchets virtuels s'est abattue sur notre canton de Muzillac. Tout a commencé lorsque des agents du SYSEM (Syndicat du Sud-Est du Morbihan) ont entrepris de reconnaître un site potentiel repéré à Noyal-Muzillac. Et pourtant, rétrospectivement, force est de constater qu'un certain nombre de signes avant-coureurs auraient dû mobiliser notre attention : une réunion à Muzillac, des publications du SYSEM, des articles de presse....

Pourquoi ces informations ne nous ont-elles pas atteint ? Pour nous, la réponse est claire : parce que nos élus locaux ne nous ont rien dit. Pas une trace des projets du SYSEM, jusqu'à aujourd'hui encore, dans les débats des conseils municipaux et du conseil de la communauté de communes. Pire : il semble bien que certains conseils municipaux n'aient pas été informés – ou ne l'aient été que très tardivement – par leur Maire, et que certains Maires n'aient même rien su. A quoi sert-il donc que deux Maires de notre canton siègent au Comité syndical, instance délibérante du SYSEM, et que l'un d'entre eux en soit le 3^{ème} Vice-Président ?

Nos élus se trompent lourdement s'ils pensent donner un maximum de chances à un projet sensible en le traitant dans le secret et en pensant éviter les difficultés politiques sous des prétextes d'exigences techniques. Les plus grandes réticences, voire même les refus de l'opinion publique ne peuvent être dépassés que par l'information et la concertation, sinon la population – qui est celle des électeurs, ne l'oublions pas – se sentira inévitablement méprisée.

Nos élus ont brigué et obtenu une responsabilité politique. Ils doivent l'assumer. Dans une affaire comme celle des déchets ultimes, il y a des choix politiques à faire préalablement à toute option technique. Quels principes de base se fixe t-on en matière de santé publique et de qualité de l'environnement ? à quelle échelle territoriale veut-on définir une organisation plus ou moins homogène ? Quels préalables de tri sélectif généraliser ?

Suite de L'article Page suivante....

Simple comme Internet !

Communiquer simplement et efficacement avec "Citoyens de Gauche " c'est possible ! Notre association possède un courriel <citoyens.gauche@cegetel.net>. L'utilisation de cette adresse permet une transmission rapide et bilatérale des informations. Nous vous invitons donc à nous communiquer votre adresse E mail (si vous en possédez une) par retour de courrier. La circulation des informations est la meilleure garantie d'efficacité de notre association

Déchets : Droite Gauche quelle différence ?

Un site unique pour l'enfouissement, des pratiques multiples pour la collecte ; voilà le paradoxe de la politique du SYSEM.

Certains ont adopté le tri sélectif d'autres ignorent encore cette pratique (la ville de Vannes par exemple...). Pourtant c'est un site unique qui sera chargé du stockage des déchets. La mise en cohérences des pratiques des communautés de communes responsables de la collecte des déchets et celle du SYSEM chargé d'envisager le traitement postérieur est une évidence pour presque tout le monde... Aujourd'hui, les organisations citoyennes et les associations de consommateurs convergent vers le choix un tri poussé des déchets à la source avant d'envisager leur stockage dans des centres gérés par un organisme public. Utopie ? Non. C'est la solution pratiquée déjà depuis longtemps sur le secteur de Lorient.

Le SYSEM préconise pour le secteur de Vannes Est des contraintes moins fortes au niveau du tri et la gestion des centres d'enfouissement par des sociétés privées. Un volume de déchet plus élevé, conséquence d'un tri moins poussé, implique un bénéfice plus grand pour le groupe industriel gestionnaire de la décharge.

En matière de déchet il existe aussi une différence entre une politique de gauche et une politique de droite. Les arguments techniques masquent souvent des a priori idéologiques. Le choix d'une politique d'élimination des déchets passe aussi par les urnes...

EK

.... Suite de l'article de la page précédente

Quelles coopérations peut-on envisager au-delà des clivages politiques ? Ne peut-on consentir à payer le véritable coût de la sécurité, au-delà des performances économiques ? ... Ce n'est qu'après avoir répondu à de telles questions que l'on peut faire des choix techniques entre plusieurs alternatives.

Pour parcourir un tel processus avec quelque chance de convaincre son électorat d'honorer des exigences contraignantes, un minimum de démocratie participative s'impose. Dans cette affaire on a trop exclusivement usé de la représentativité électorale, à tel point qu'elle ne peut plus prétendre à être démocratique. Etonnons-nous qu'on en arrive à parler de « jury citoyen » ! Il n'en sera jamais besoin si les problèmes de cette importance sont dès le début traités dans une totale transparence, grâce à une information et à une concertation dont de nombreux moyens existent.

Il est trop facile de traiter les citoyens de base comme incompetents ; ils le sont inévitablement si on les amène d'emblée sur le terrain des techniques, et les élus, au départ, ne valent d'ailleurs pas mieux. C'est par l'aspect humain et politique, celui du bon sens, qu'il faut commencer : tout le monde comprend que cela coûte trop cher d'emmener les déchets à Laval, tout le monde admet qu'on doit assumer soi-même la responsabilité de ses propres déchets. Ensuite, les solutions échappent forcément à des modèles standards universels, il faut des solutions diverses adaptées à des cas variés. Par exemple, sur le Pays de Muzillac, des solutions convenant à un habitat dispersé, à une économie littorale et touristique, à une démographie en croissance, à une géographie de zones inondables et humides

Le Pays de Muzillac dispose d'un certain nombre d'associations et de groupements susceptibles de constituer les partenaires d'une telle concertation. En ce qui nous concerne, nous ne voulons surtout pas jouer les donneurs de leçons et nous demandons le dialogue avec tous ; mais il nous a paru essentiel de rappeler – cette année 2007 ne nous y incite t-elle pas – qu'en tant qu'électeurs, ce sont nous, les citoyens, qui avons à exercer de fait, et en dernier ressort, la plénitude des responsabilités politiques.

L'œil gauche du Crapaud...

Un si bel endroit pour une décharge...

L'annonce que notre communauté de commune sera le centre technique de l'élimination des déchets (tri mécanique et enfouissement) pour l'ensemble du secteur de Vannes Est a suscité un émoi compréhensible. Pourtant cette annonce est tout sauf une surprise et découle d'une logique politique.

Où et comment planter un équipement que tout le monde juge nécessaire et dont personne ne veut ? C'est la problématique du SYSEM et du Conseil Général. Excluons l'alibi technique. Il convient aussi d'exclure des candidats potentiels les zones à fort potentiel touristique (presque île de Rhuys, Golfe du Morbihan). Il faut s'assurer le soutien des élus locaux ou, au pire, leur neutralité et leur discrétion. Il convient aussi de minimiser l'impact électoral qu'un tel choix peut impliquer (aux cantonales par exemple).

La Roche Bernard et son incinérateur de sinistre mémoire n'est pas envisageable. Questembert non plus pour cause d'instabilité électorale (score serré) Pas plus que Theix qui a longtemps servi de poubelle à la ville de Vannes.

Ne reste donc qu'un candidat, le canton de Muzillac. Le second tour n' y a jamais été nécessaire aux cantonales. Les élus y sont unanimement solidaires. Il suffit ensuite de promettre quelques avantages fiscaux aux communes concernées...

Et s'il faut des gages... Connaissez-vous beaucoup de zones littorales qui laissent depuis 30 ans saccager leur côte par l'envasement pour fournir les autres en eau potable (La Baule, Guérande Sarzeau) et tout ça sans exiger de réparation ?

Le Bureau.

Suite au premier conseil d'administration notre association s'est dotée du bureau dont la composition suit :

Président BATARD François (Le Guerno)
Vice-Président KERDELHUE Eric (Billiers)
Secrétaire BLOCH-LEMOINE Michel (Muzillac)
Secrétaire-adjointe. DUBOS Fabienne (Damgan)
Trésorier PIGOT Jean Baptiste (Arzal)
Trésorier adjt LE JALLE Pierre Yves (Muzillac)
Conseillère Dominique HAMONOU (Noyal Muzillac)